



MUSÉE
CANADIEN
DE L'HISTOIRE
-
CANADIAN
MUSEUM
OF HISTORY



CANADIAN
WAR
MUSEUM
-
MUSÉE
CANADIEN
DE LA GUERRE

Conditions générales relatives à la Lettre d'accord (LA) - Services

TABLE DES MATIÈRES

1	Interprétation	4
2	Autorité contractante du Musée	4
3	Autorité responsable du projet pour le Musée	4
4	Cession et sous-traitance	4
5	Administrateurs et ayants droit	5
6	Députés fédéraux	5
7	Pots-de-vin et conflit d'intérêts.....	5
8	Statut de l'Entrepreneur.....	5
9	Début des travaux et rendement de l'Entrepreneur	5
10	Respect des délais et Retards, Force Majeure et Particularité de la COVID	6
11	Conformité aux lois applicables	6
12	Sanctions internationales	6
13	Confidentialité	7
14	Protection et Sécurité des Données	7
15	Titres de propriété intellectuelle et autres titres, y compris les droits d'auteur.....	8
16	Emploi de main-d'œuvre et de matériaux canadiens	9
17	Biens du Musée.....	9
18	Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions	9
19	Fraude.....	9
20	Assurances	9
21	Assurance responsabilité professionnelle.....	10
22	Documents supplémentaires	10
23	Indemnisation contre les réclamations.....	10
24	Garanties de l'Entrepreneur.....	11
25	Garantie (s'appliquant selon le type de Travaux).....	11
26	Inspection et acceptation des Travaux	12
27	Résiliation pour un motif valable	12
28	Autorisations de sécurité	12
29	Harcèlement en milieu de travail	13
30	Santé et sécurité et particularité de la COVID	13
31	Conflits de travail sur le chantier.....	13
32	Alcool et drogues.....	14
33	Milieu de travail sans fumée	14
34	Collaboration avec d'autres experts-conseils et Entrepreneurs	15
35	Obligations solidaire et indivisible.....	16

36	Comptes.....	16
37	Facturation	16
38	Taxes	18
39	Droit de compensation.....	18
40	Faculté de résiliation du Musée	18
41	Modifications aux dessins ou aux spécifications par le Musée.....	19
42	Suspension des Travaux et modification des spécifications par le Musée	19
43	Signature du document	19
44	Exemplaires	19
45	Intégralité de la Lettre d'Accord	19
46	Divisibilité	19
47	Langue de la Lettre d'Accord.....	19
48	Langues officielles.....	20
49	Pouvoirs du Musée.....	20
50	Défaut d'exécution – renonciation	20
51	Modifications	20
52	Avis	20
53	Loi applicable	20
54	District judiciaire	20
55	Litiges.....	20
56	Entente d'Intégrité du Musée.....	21
57	Convention de Non-Divulgation	21

1 INTERPRÉTATION

- 1.1 Le terme « **Entrepreneur** » désigne la personne, l'entreprise, l'agence, l'entité, l'artiste, l'architecte, l'ingénieur ou l'expert-conseil qui est agréé ou autrement autorisé à exercer des activités dans la province ou le territoire où l'**Emplacement des Travaux** se situe, et qui sera embauché par le **Musée** pour fournir des services, des services de conception, d'études, d'ingénierie, d'architecture et/ou autre des services spécialisés pour l'exécution des **Travaux**.
- 1.2 Le terme « **Produits Livrables** »: désigne les Services et/ou Produits Livrables énoncés dans les documents de la **Lettre d'Accord**.
- 1.3 Le terme « **Lettre d'Accord** » : désigne le **Contrat** qui découle de l'acceptation de la **Lettre d'Accord** par l'**Entrepreneur** pour l'accomplissement des **Travaux** décrits dans les documents de la **Lettre d'Accord**.
- 1.4 Le terme « **Emplacement des Travaux** »: désigne le site ou l'emplacement désigné du Projet pour les **Travaux** énumérés dans les documents de la **Lettre d'Accord**.
- 1.5 Le terme « **Partie** » désigne le **Musée**, l'**Entrepreneur**, ou tout autre signataire de la **Lettre d'Accord** et "**Parties**" désigne l'ensemble de ceux-ci.
- 1.6 Le terme « **Services** »: désigne les services ou les Produits Livrables à fournir par l'**Entrepreneur** décrits dans les documents de **Lettre d'Accord** à la suite de l'émission de la **Lettre d'Accord**.
- 1.7 Le terme « **Musée** » désigne le Musée canadien de l'histoire et/ou le Musée canadien de la guerre, selon le cas.
- 1.8 Le terme « **Travaux** » désigne l'ensemble des services, activités, équipements, articles et objets que l'**Entrepreneur** doit effectuer, livrer ou fournir en vertu de la **Lettre d'Accord**.
- 1.9 Dans les documents de la **Lettre d'Accord**, sauf si le contexte exige une interprétation contraire, le singulier inclut le pluriel, et vice versa; de la même manière, le masculin inclut le féminin.

2 AUTORITÉ CONTRACTANTE DU MUSÉE

- 2.1 L'**Autorité contractante** est investie des pouvoirs et responsabilités qui suivent :
 - .1 Elle répond aux demandes de renseignements concernant les modalités de la **Lettre d'Accord** et est responsable des modifications y afférentes;
 - .2 Elle seule peut autoriser des modifications de la **Lettre d'Accord**;
 - .3 Elle seule peut lier le **Musée** par la **Lettre d'Accord**;
 - .4 Elle voit à la résolution des différends découlant de la **Lettre d'Accord**.

3 AUTORITÉ RESPONSABLE DU PROJET POUR LE MUSÉE

- 3.1 L'**Autorité responsable** du projet est investie des pouvoirs et responsabilités qui suivent :
 - .1 Elle veille à la gestion de l'ensemble du cycle de vie des **Travaux**;
 - .2 Elle répond à toutes les demandes de renseignements ayant trait aux **Travaux**;
 - .3 Elle recommande, au besoin, une prolongation ou des modifications à la **Lettre d'Accord**;
 - .4 Elle approuve les factures de l'**Entrepreneur** après avoir vérifié l'exécution en bonne et due forme des **Travaux** prévus à la **Lettre d'Accord**;
 - .5 Elle autorise la clôture du projet;
 - .6 Elle produit et diffuse des données sur le rendement de l'**Entrepreneur**.

4 CESSION ET SOUS-TRAITANCE

- 4.1 L'**Entrepreneur** ne peut céder la **Lettre d'Accord** ni sous-traiter quelque partie des **Travaux** sans le consentement préalable écrit du **Musée**, qui ne peut le refuser sans motif raisonnable. Aucune **Lettre**

d'Accord de sous-traitance ayant été autorisée au préalable par le **Musée** ne dégage l'**Entrepreneur** de ses obligations aux termes de la **Lettre d'Accord** ni ne dévolue des responsabilités au **Musée**. Dans toute **Lettre d'Accord** de sous-traitance, l'**Entrepreneur** consent à lier le sous-expert-conseil et le sous-traitant par les mêmes conditions qui lient l'**Entrepreneur** à la **Lettre d'Accord**.

5 ADMINISTRATEURS ET AYANTS DROIT

- 5.1 Sous réserve des modalités établies aux présentes, la **Lettre d'Accord** est au bénéfice des héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit des parties aux présentes, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

6 DÉPUTÉS FÉDÉRAUX

- 6.1 Les députés fédéraux ne peuvent participer à la totalité ou à une partie de la **Lettre d'Accord**, ni aux avantages en découlant.

7 POTS-DE-VIN ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 7.1 L'**Entrepreneur** déclare et garantit :

- .1 qu'aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n'a été payé, donné, promis ou offert par l'**Entrepreneur** à quiconque en raison ou en vue de la conclusion de la **Lettre d'Accord**;
- .2 qu'il n'a engagé personne pour solliciter ou garantir la conclusion de la **Lettre d'Accord** en contrepartie d'une commission, d'un pourcentage, d'honoraires de courtage ou conditionnels;
- .3 qu'il n'a aucun intérêt pécuniaire dans l'entreprise d'un tiers qui pourrait altérer son objectivité pour ce qui est de l'exécution des **Travaux**.

- 7.2 Il est interdit à quiconque visé par les dispositions relatives à l'après-mandat du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* ou du *Code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat* s'appliquant à la fonction publique fédérale d'obtenir des avantages directs de la **Lettre d'Accord**, sauf si la personne se conforme aux dispositions applicables concernant l'après-mandat.

- 7.3 Pendant toute la durée d'application des conditions des contrats, quiconque participant à leur exécution doit agir conformément aux principes du *Code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat* s'appliquant à la fonction publique fédérale (identiques aux principes énoncés dans le *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*). Si des intérêts acquis pendant la durée de la **Lettre d'Accord** avec le **Musée** peuvent donner lieu à un conflit d'intérêts ou à une dérogation aux principes susmentionnés, l'**Entrepreneur** doit immédiatement en aviser l'**Autorité contractante**.

8 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 8.1 Rien, dans la **Lettre d'Accord**, ne sera interprété comme établissant entre les **Parties** un partenariat, une coentreprise ou une relation employeur-employé, et aucune des **Parties** n'a le pouvoir de lier l'autre à l'égard des droits ou obligations de la présente **Lettre d'Accord**, de quelque manière que ce soit. L'**Entrepreneur** est engagé à titre d'**Entrepreneur** indépendant sous le régime de la **Lettre d'Accord**. Ni l'**Entrepreneur** ni les membres de son personnel ne sont engagés à titre d'employés, d'agents ou de commis du **Musée**. L'**Entrepreneur** d'assume l'entière responsabilité de l'ensemble des paiements et des déductions requis aux fins de l'assurance-emploi, de l'indemnisation des accidentés du travail, de l'impôt sur le revenu ou à d'autres fins.

9 DÉBUT DES TRAVAUX ET RENDEMENT DE L'ENTREPRENEUR

- 9.1 L'**Entrepreneur** ne peut commencer les **Travaux** avant d'avoir reçu la **Lettre d'Accord**.
- 9.2 L'**Entrepreneur** consent à exécuter les **Travaux** promptement et efficacement, conformément aux modalités de la **Lettre d'Accord** et aux normes de qualité reconnues dans l'industrie.

10 RESPECT DES DÉLAIS ET RETARDS, FORCE MAJEURE ET PARTICULARITÉ DE LA COVID

10.1 Il est essentiel que les **Travaux** soient strictement exécutés dans les délais ou au moment prévus à la **Lettre d'Accord**. L'**Entrepreneur** sera en demeure par les termes mêmes de la **Lettre d'Accord** en raison de tout retard lui étant attribuable.

10.2 L'**Entrepreneur** doit aviser rapidement le **Musée** par écrit de tout événement qui retarde ou risque de retarder les **Travaux**. Si, en cas de Force Majeure ou pour toute autre raison qui échappe à la volonté de l'**Entrepreneur**, une partie des **Travaux** a été retardée ou risque d'être retardée, le **Musée** peut, à son entière discrétion, considérer qu'il s'agit d'un « retard justifiable » et prolonger le délai d'exécution prévu pour la partie des **Travaux** en cause. Dans un tel cas, l'**Entrepreneur** doit informer l'**Autorité contractante**, dans les cinq (5) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à son approbation un plan de redressement clair qui détaille les étapes qu'il propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

10.3 Force Majeure

En cas de Force Majeure, le **Musée** communiquera avec l'**Entrepreneur** pour établir un nouvel échéancier ou bien pour mettre fin à cette **Lettre d'Accord**, dans le cas échéant chaque **Partie** assumera ses frais. Pour les fins de la **Lettre d'Accord**, la Force Majeure signifie la survenance d'un événement fortuit auquel il est impossible de résister ou d'empêcher et qui a pour effet de rendre l'une ou l'autre des **Parties** incapables d'exécuter une ou plusieurs obligations qui lui incombent en vertu de la **Lettre d'Accord**.

10.4 Particularité de la COVID ou d'une Pandémie

Compte tenu des circonstances liées à la COVID-19, et dans le cas où le **Musée** n'est pas en mesure de procéder avec cette **Lettre d'Accord** dû à la COVID ou bien à une autre pandémie, le **Musée** communiquera avec l'**Entrepreneur** pour établir un nouvel échéancier ou bien, si cela ne convient pas à l'**Entrepreneur**, pour mettre fin à cette **Lettre d'Accord**. Dans le cas échéant, c.à.d. dans le cas d'une résiliation de la **Lettre d'Accord**, il sera entendu et convenu qu'il ne devra y avoir aucune réclamation pour dommages par l'**Entrepreneur**. Les **Parties** seront réputées être libérées des obligations qui leur incombent selon les présentes, y compris, mais sans s'y limiter, les dommages indirects ou collatéraux, les préjudices particuliers ou les dommages ou manques à gagner découlant de la résiliation de la **Lettre d'Accord**.

10.5 Le **Musée** ne sera pas responsable des frais engagés par l'**Entrepreneur** ou l'un de ses sous-experts-conseils, sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable.

11 CONFORMITÉ AUX LOIS APPLICABLES

11.1 Pour s'acquitter des obligations de la **Lettre d'Accord**, l'**Entrepreneur** devra respecter l'ensemble des lois, des règlements, des ordonnances et des codes établis périodiquement par les autorités gouvernementales fédérales, provinciales, municipales ou autres relativement à ses **Travaux**. L'**Entrepreneur** devra également se conformer aux normes d'emploi provinciales (ou territoriales), aux règles relatives à la santé et à la sécurité au travail et aux lois relatives aux droits de la personne. L'**Entrepreneur** devra veiller à ce que tous ses employés et ceux de ses sous-experts-conseils ou sous-traitants soient rétribués de façon équitable

11.2 Sur demande raisonnable du **Musée**, l'**Entrepreneur** doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.

11.3 L'**Entrepreneur** doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des **Travaux**. Sur demande de l'**Autorité contractante**, il doit remettre au **Musée** une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

12 SANCTIONS INTERNATIONALES

12.1 Les personnes au Canada ainsi que les personnes canadiennes se trouvant à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le **Musée** ne peut accepter la

livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

- 12.2 L'**Entrepreneur** ne doit pas fournir au **Musée** un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
- 12.3 L'**Entrepreneur** doit se conformer aux modifications apportées au Régime des sanctions imposées par le Canada pendant la période de la **Lettre d'Accord**. L'**Entrepreneur** doit immédiatement aviser le **Musée** s'il est dans l'impossibilité d'exécuter la **Lettre d'Accord** suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les **Parties** ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, la **Lettre d'Accord** sera résiliée pour des raisons de commodité conformément à l'article 40.

13 CONFIDENTIALITÉ

- 13.1 À l'exception de l'information du **Musée** qui est du domaine public, l'**Entrepreneur** convient que l'information qui lui a été transmise (notamment l'information contenue dans la **Lettre d'Accord**, l'information utilisée ou divulguée relativement aux **Travaux** ou pendant l'exécution des **Travaux** ainsi que les renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) et la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. (1985), ch. P-21), est privée et doit être traitée avec le plus haut degré de prudence nécessaire à sa protection.
- 13.2 L'**Entrepreneur** doit en tout temps prendre les mesures qui s'imposent, y compris les mesures faisant partie des instructions du **Musée**, pour protéger l'information confidentielle mentionnée ci-dessus contre l'espionnage, le sabotage, le feu, le vol et tout autre risque de perte ou de dommage.
- 13.3 L'**Entrepreneur** utilisera cette information confidentielle pour le seul compte du **Musée** et selon les desseins du **Musée**, et non pour son propre compte ou à des fins personnelles.
- 13.4 L'**Entrepreneur** respectera la **Lettre d'Accord** à la lettre afin que ses actes ou ses omissions ne placent pas le **Musée** en contravention d'une loi applicable en matière d'accès, de collecte, d'utilisation, de divulgation, d'entreposage de conservation ou de la destruction de renseignements personnels, y compris la LPRPDE et la Loi sur la protection des renseignements personnels.

14 PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES

- 14.1 L'**Entrepreneur** doit s'assurer que toutes les bases de données renfermant des renseignements liés aux **Travaux** sont situées au Canada ou, si l'**Autorité contractante** a donné son consentement au préalable, par écrit, dans un autre pays où :
- a. les renseignements personnels jouissent d'une protection équivalente à celle du Canada en vertu de lois comme la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), et la [Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques](#) (LPRPDE), la Loi sur la protection des renseignements personnels et de toute politique applicable du gouvernement du Canada;
 - b. les lois ne permettent pas au gouvernement de ce pays ou à toute autre entité ou personne de demander ou d'obtenir le droit d'examiner ou de copier des renseignements liés au **Lettre d'Accord** sans le consentement écrit préalable de l'**Autorité contractante**, sauf si la loi l'exige.

Pour donner son consentement en vue d'établir une base de données dans un autre pays, l'**Autorité contractante** peut, à son choix, demander à l'**Entrepreneur** de fournir un avis juridique (d'un avocat qualifié dans le pays étranger) à l'effet que les lois de ce pays respectent les exigences décrites ci-dessus ou encore de rembourser au **Musée** l'obtention de cet avis. Le **Musée** a le droit de rejeter toute demande visant le stockage de ses données dans un autre pays si leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité peuvent être menacées. Le **Musée** peut également exiger que les données transmises ou traitées à l'extérieur du Canada soient chiffrées au moyen d'une cryptographie approuvée par le **Musée**, qui reflète le niveau de sensibilité des informations personnelles / données / informations confidentielles, et que la clé privée requise pour déchiffrer les données soit gardée au Canada, conformément aux

processus de gestion et de conservation des clés approuvés par le **Musée**.

- 14.2 L'**Entrepreneur** doit contrôler l'accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au **Lettre d'Accord**, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d'un mot de passe ou d'un autre moyen d'accès (comme des mesures de contrôle biométrique).
- 14.3 L'**Entrepreneur** doit s'assurer que toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au **Lettre d'Accord** ne sont pas reliées physiquement ou logiquement à toutes les autres bases de données des clients de l'**Entrepreneur**, (c'est-à-dire qu'il n'y a aucune connexion directe ou indirecte), et qu'elles respectent les exigences de cet article.
- 14.4 L'**Entrepreneur** doit s'assurer que toutes les données liées au **Lettre d'Accord** sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'**Autorité contractante** conformément au paragraphe 14.1.
- 14.5 L'**Entrepreneur** doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada, sauf si l'**Autorité contractante** a approuvé au préalable, par écrit, une autre route. L'**Autorité contractante** prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission des données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 14.1.
- 14.6 Malgré toute disposition des conditions générales relative à la sous-traitance, l'**Entrepreneur** ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du **Lettre d'Accord** sans le consentement écrit préalable de l'**Autorité contractante**.
- 14.7 L'**Entrepreneur** doit mettre en œuvre et maintenir des procédures de sécurité permettant de protéger toutes les données contre les attaques de sécurité.
- 14.8 L'**Entrepreneur** mettra en œuvre et maintiendra une série de mesures de sécurité conçues pour protéger les informations personnelles contre la perte, le vol ou toute consultation, communication, reproduction, utilisation ou modification non autorisée. Ces mesures de sécurité doivent inclure, sans toutefois s'y limiter, des mesures physiques, administratives et techniques raisonnables compte tenu de la sensibilité des informations et de leur utilisation, leur quantité, leur diffusion et leur support.
- 14.9 L'**Entrepreneur** doit signaler immédiatement toute atteinte aux mesures de sécurité en envoyant un avis au **Responsable du projet** et à l'**Autorité contractante**.
- 14.10 L'avis doit inclure suffisamment d'informations pour permettre au **Musée** de comprendre l'importance de la violation des renseignements personnels ou des mesures de sécurité, et de prendre, le cas échéant, des mesures propres à réduire le risque de préjudice pour les personnes touchées ou le **Musée** pouvant en résulter ou à l'atténuer. L'avis doit contenir au minimum :
- a. la date ou la date estimée de l'atteinte ;
 - b. la description générale des circonstances de l'atteinte ;
 - c. la nature des renseignements concernés par l'atteinte ; et,
 - d. toute autre information pertinente.

15 TITRES DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES TITRES, Y COMPRIS LES DROITS D'AUTEUR

- 15.1 Les documents techniques (y compris les rapports et les prototypes produits par l'**Entrepreneur** aux fins de l'exécution de l'ouvrage prévu dans la **Lettre d'Accord**) sont dévolus au **Musée** et demeurent sa propriété exclusive. L'**Entrepreneur** lui est entièrement redevable, selon les conditions établies par le **Musée**, en ce qui a trait à ces documents et prototypes.

« Document technique » s'entend de toute information consignée, y compris les rapports, les documents de travail liés au service, dont les concepts, les rapports de nature technique ou autre, les photographies, les dessins, les plans, les spécifications et les logiciels pouvant ou non être protégés par un droit d'auteur.

- 15.2 Les données techniques et les inventions conçues ou mises au point, ou encore mises à exécution pour rendre les services prévus dans la **Lettre d'Accord** sont la propriété exclusive du **Musée**, et l'**Entrepreneur** n'a aucun droit à leur égard.
- 15.3 L'**Entrepreneur** transfère tous les droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur, brevets, marque déposée, secrets commerciaux, dessins industriels) et renonce aux droits moraux sur tout matériel créé faisant partie de la présente **Lettre d'Accord** ou produit au cours de l'exécution de celle-ci.
- 15.4 Si, en vertu d'une loi ou d'une autre loi, les droits de l'**Entrepreneur** sont restitués à son domaine, ce dernier accorde au **Musée** une licence exclusive, perpétuelle, mondiale, libre de droits et irrévocable lui permettant d'exercer les droits reconnus aux termes de la législation en vigueur sur la propriété intellectuelle, cette licence prend effet à compter de la date à laquelle les dates de la réversion des droits de l'entrepreneur.
- 15.5 L'**Entrepreneur** garantit au **Musée** la jouissance entière et libre de ses droits et se porte garant contre tous troubles, revendications ou évictions, notamment contre toute revendication et toute poursuite en raison de contrefaçons, de diffamation, d'atteinte à la vie privée d'autrui ou aux bonnes mœurs.

16 EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE MATÉRIAUX CANADIENS

- 16.1 L'**Entrepreneur** doit tout tenter pour employer de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens pour l'exécution des **Travaux**, compte tenu de leur disponibilité, du coût et de l'efficacité de l'exécution.

17 BIENS DU MUSÉE

- 17.1 L'**Entrepreneur** doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens du **Musée** dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.

18 NON-PAIEMENT EN CAS D'ERREURS OU D'OMISSIONS

- 18.1 L'**Entrepreneur** n'a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux **Travaux** et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des services.

19 FRAUDE

- 19.1 En cas de fraude commise par des employés ou des agents de l'**Entrepreneur**, ce dernier est responsable des pertes subies par le **Musée** du fait de la fraude, notamment, sans pour autant s'y limiter, la perte de revenus et de biens acquis ainsi que tous les frais engagés par le **Musée** du fait de la fraude.

20 ASSURANCES

- 20.1 L'**Entrepreneur** est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses sous-experts-conseils, ses sous-traitants ou ses mandataires au **Musée** ou à tout tiers.
- 20.2 L'**Entrepreneur** doit, à ses frais, souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la **Lettre d'Accord** :
- .1 Une assurance responsabilité civile des entreprises lui garantissant une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) en monnaie canadienne, sans limitation, contre les préjudices corporels, les blessures (y compris les blessures mortelles) ou les dommages matériels causés par un événement particulier ou une suite d'événements attribuables à une même cause (et non à des causes multiples), assortie d'une franchise maximale de cinq mille dollars (5 000 \$). La police doit protéger, sans s'y limiter, les locaux et les installations de l'**Entrepreneur**, les véhicules ne lui appartenant pas dont il peut avoir la garde, le contrôle ou l'usage, les responsabilités contractuelles et les responsabilités particulières lui incombant aux termes de la **Lettre d'Accord**. Le **Musée** doit figurer à titre d'assuré supplémentaire sur la police, qui doit contenir une clause de responsabilité partagée entre les coassurés. À titre d'assuré supplémentaire, le **Musée** doit jouir d'une protection

contre toute négligence de sa part découlant de l'exécution des **Travaux**, sans toutefois s'y limiter.

- .2 Une assurance de biens tous risques offrant une protection suffisante compte tenu de la valeur des biens du **Musée** confiés à l'**Entrepreneur**.
 - .3 Une assurance d'indemnisation des accidentés du travail conforme aux lois en vigueur dans la province ou le territoire de résidence des employés de l'**Entrepreneur**, du sous-expert-conseil ou du sous-traitant ou, le cas échéant, dans le territoire où les **Travaux** sont exécutés.
- 20.3 L'**Entrepreneur** doit remettre au **Musée**, au moment de l'acceptation de la **Lettre d'Accord**, le ou les certificats d'assurance attestant que les protections exigées sont en vigueur et énonçant que le **Musée** devra être avisé au moins soixante (60) jours à l'avance en cas d'annulation, de renouvellement ou d'expiration ou de modification importante prévues au contrat d'assurance.
- 20.4 Les dispositions en matière d'assurance énoncées ci-dessus ne limitent pas les exigences réglementaires ou législatives de la municipalité, de la province ou du gouvernement fédéral en la matière. Les assurances doivent être souscrites par un assureur autorisé et elles doivent s'appliquer à l'endroit où les **Travaux** seront exécutés. L'**Entrepreneur** est entièrement responsable de la souscription aux assurances supplémentaires nécessaires pour se protéger lui-même ou pour s'acquitter des obligations que lui confère la **Lettre d'Accord**. Toute assurance supplémentaire sera souscrite et maintenue en vigueur aux frais de l'**Entrepreneur**.

21 ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

- 21.1 Le montant de la couverture d'assurance de la responsabilité professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature et la portée des services visés et doit être en vigueur du début de la prestation des services jusqu'à l'expiration d'une période minimale de cinq (5) ans après la fin de la prestation des services. Le montant de la couverture d'assurance de la responsabilité professionnelle doit être :
- .1 d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et 2 000 000 \$ au total pour un projet donné, lorsque le coût total estimatif du projet (y compris les honoraires de services professionnels) est de moins de 100 000 \$; et
 - .2 d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et 5 000 000 \$ au total pour un projet donné, lorsque le coût total estimatif du projet (y compris les honoraires de services professionnels) est de 100 000 \$ et plus.
- 21.2 Avis de résiliation de la couverture d'assurance : L'**Entrepreneur** doit immédiatement aviser le **Musée** par écrit après avoir été informé ou avoir reçu un préavis de résiliation ou de non-renouvellement de son assurance responsabilité professionnelle ou de toute réduction des limites de réclamation qu'il maintient.

22 DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 22.1 L'**Entrepreneur** doit, à ses frais, de manière prompte et diligente, signer les documents (notamment la lettre de préqualification pour le cautionnement et les attestations supplémentaires requises), les transmettre au **Musée** et prendre les mesures supplémentaires demandées à l'occasion par le **Musée** pour assurer l'exécution des **Travaux**, ainsi que pour établir et protéger les droits et les intérêts destinés à être créés au bénéfice du **Musée**.

23 INDEMNISATION CONTRE LES RÉCLAMATIONS

- 23.1 L'**Entrepreneur** doit en tout temps indemniser et exonérer de toute obligation le **Musée**, ses administrateurs, ses cadres, ses employés et toute autre personne qui relève de sa responsabilité aux yeux de la loi des pertes, des réclamations (y compris les réclamations provenant de membres du personnel de l'**Entrepreneur** en vertu d'une loi sur l'indemnisation des accidentés du travail ou l'assurance en milieu de travail), des requêtes, des sentences arbitrales, des jugements, des poursuites judiciaires et des procès subis ou institués par quiconque en raison de pertes de biens, de dommages à la propriété ou de destruction (y compris les pertes et les dommages subis par l'**Entrepreneur**), de blessures corporelles, y compris les blessures mortelles, ou en raison des pertes de biens, des

dommages à la propriété ou de destruction, de dépenses et de frais subis ou causés par le **Musée** en conséquence d'erreurs, d'omissions ou de gestes négligents de la part de l'**Entrepreneur** ou de ses employés, sous-experts-conseils, sous-traitants et mandataires, commis dans le cadre de l'exécution des services en vertu de la **Lette d'accord** ou de toute manière liée à la **Lettre d'Accord**.

23.2 L'obligation qui incombe à l'**Entrepreneur** d'indemniser ou de rembourser le **Musée** en vertu de la **Lettre d'Accord** n'empêche pas le **Musée** d'exercer tout autre droit que lui confère la loi.

23.3 La présente clause demeurera en vigueur après la suspension, la résiliation ou l'achèvement de cette **Lettre d'Accord**.

24 GARANTIES DE L'ENTREPRENEUR

24.1 L'**Entrepreneur** déclare et garantit :

- .1 qu'il possède les titres et les qualités requis, ce qui comprend les licences, les permis, les connaissances, les compétences et les capacités nécessaires pour exécuter les **Travaux** de façon efficace;
- .2 qu'il dispose de tout ce qui est requis pour exécuter les **Travaux**, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux.

24.2 L'**Entrepreneur** doit :

- .1 fournir et soutenir le niveau d'attention, d'habileté et de diligence requis selon les pratiques professionnelles d'usage courant et les procédures mises en place par les organismes professionnels pour la prestation de services similaires au moment et à l'endroit où ces derniers sont fournis;
- .2 fournir tout le nécessaire pour exécuter les **Travaux**;
- .3 au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu de la **Lettre d'Accord**;
- .4 sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
- .5 exécuter les **Travaux** conformément aux normes de qualité jugées acceptables au Canada et conformément aux exigences des **Travaux** ou les spécifications et toutes les exigences de la **Lettre d'Accord**;
- .6 en temps opportun, soumettre, aux fins d'approbation du **Musée**, un échéancier des services à fournir suffisamment détaillé pour la taille et le degré de complexité de la **Lettre d'Accord**, et dans le format exigé;
- .7 respecter l'échéancier approuvé et, si celui-ci doit être modifié, indiquer l'étendue et les motifs de ces modifications et obtenez l'approbation du nouvel échéancier auprès du **Musée**;
- .8 superviser les activités de manière efficace afin d'assurer que la qualité de la main-d'œuvre répond aux exigences de la **Lettre d'Accord**.

24.3 Codes, règlements, licences, permis

- .1 Dans le cadre de la prestation de services professionnels et de conception, l'**Entrepreneur** doit se conformer aux lois, aux codes, aux règlements et aux règlements municipaux qui s'appliquent à la conception et, le cas échéant, il doit examiner la conception avec les autorités publiques compétentes aux fins de demande et d'obtention des consentements, des approbations, des licences et des permis requis.

25 GARANTIE (S'APPLIQUANT SELON LE TYPE DE TRAVAUX)

25.1 L'**Entrepreneur** garantit que, pour une période de douze (12) mois à compter de la date d'achèvement des **Travaux**, l'ouvrage sera exempt de tout défaut de matériaux ou de fabrication, et conforme aux exigences énoncées dans toutes **Lettres d'Accord** intervenu entre les parties.

- 25.2 En cas d'inobservation de la garantie énoncée en 25.1, l'**Entrepreneur** devra à ses frais, refaire, réparer ou remettre en état la partie de l'ouvrage jugée défectueuse ou non conforme aux conditions énoncées dans une convention quelconque conclue avec le **Musée**.
- 25.3 Si l'**Entrepreneur** omet de corriger le défaut ou la défectuosité dans les sept (7) jours civils qui suivent la réception d'un avis écrit à cet effet de la part du **Musée**, le **Musée** peut décider d'effectuer lui-même la correction, auquel cas il déduira les frais engagés des sommes dues à l'**Entrepreneur** aux termes de la **Lettre d'Accord** ou de tout autre contrat intervenu entre les parties.

26 INSPECTION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- 26.1 Tous les **Travaux** sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le **Musée**. L'inspection et l'acceptation des **Travaux** par le **Musée** ne relèvent pas l'**Entrepreneur** de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences de la **Lettre d'Accord**. Le **Musée** pourra rejeter tous **Travaux** non conforme aux exigences de la **Lettre d'Accord** et exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'**Entrepreneur**.
- 26.2 L'**Entrepreneur** demeure responsable de la perte des **Travaux** occasionnée par un cas de force majeure tant que le **Musée** ne les a pas acceptés.

27 RÉSILIATION POUR UN MOTIF VALABLE

- 27.1 L'**Entrepreneur** sera en demeure par les termes mêmes de la **Lettre d'Accord** dans les circonstances suivantes :
- .1 l'**Entrepreneur** n'exécute pas une obligation qui lui incombe aux termes de la **Lettre d'Accord** ou, de l'avis du **Musée**, ne contribue pas à l'avancement des **Travaux** et, par conséquent, met en péril l'exécution conforme de la **Lettre d'Accord** suivant les conditions y afférentes;
 - .2 l'**Entrepreneur** fait faillite ou devient insolvable, est visé par une ordonnance de séquestre, fait cession de ses biens au profit de ses créanciers, fait l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation, ou encore se réclame de quelque loi alors en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolvable.

Le **Musée** pourra alors, moyennant un avis écrit à l'**Entrepreneur**, résilier totalement ou partiellement la **Lettre d'Accord**.

- 27.2 En cas de résiliation de la **Lettre d'Accord**, le **Musée** peut :
- .1 prendre des mesures, conformément aux conditions de la **Lettre d'Accord**, pour garantir l'achèvement des **Travaux**, auquel cas l'**Entrepreneur** sera redevable au **Musée** des coûts engagés pour mener les **Travaux** à terme même si les coûts engagés par le **Musée** excèdent ceux initialement établis dans la **Lettre d'Accord**.
 - .2 obliger l'**Entrepreneur** à lui livrer et à lui transférer ses titres de propriété liés aux **Travaux** achevés non livrés et acceptés avant la résiliation, aux matériaux ou **Travaux** en cours que l'**Entrepreneur** s'est procurés ou a produits aux fins d'exécution de la **Lettre d'Accord**.
- 27.3 En cas de résiliation de la **Lettre d'Accord**, le **Musée** :
- .1 paiera à l'**Entrepreneur** tous les **Travaux** livrés à la suite d'une telle requête et acceptés par le **Musée**, selon les coûts engagés par l'**Entrepreneur** pour achever ces **Travaux**, additionnés de la proportion juste du coût établi aux termes de la **Lettre d'Accord**;
 - .2 paiera l'**Entrepreneur** ou lui remboursera un montant juste et raisonnable pour les matériaux ou **Travaux** en cours livrés au **Musée** par suite de la requête;
 - .3 pourra déduire des montants dus à l'**Entrepreneur** tout montant qu'il juge nécessaire pour payer les coûts additionnels qu'il s'attend à payer pour l'achèvement des **Travaux**.

28 AUTORISATIONS DE SÉCURITÉ

- 28.1 L'**Entrepreneur** doit se soumettre à une enquête de sécurité pour pouvoir accéder aux locaux du

Musée.

- 28.2 L'**Entrepreneur** doit fournir au **Musée**, avant le début des **Travaux**, le nom de toutes les personnes qui seront présentes sur le chantier, à l'intérieur et à l'extérieur de l'aire de travail, pour participer à l'exécution des **Travaux**, qu'il s'agisse de ses propres employés ou d'employés d'un sous-expert-conseil ou d'un sous-traitant.
- 28.3 L'**Entrepreneur** et ses sous-experts-conseils et sous-traitants devront remettre au **Musée**, à sa demande, les formulaires d'enquête de sécurité suivants dûment remplis, pour eux-mêmes ainsi que pour quiconque sera assigné à travailler au projet pour leur compte, avant le début des **Travaux** : Déclaration à l'égard des condamnations criminelles; consentement à la divulgation de renseignements personnels, soit les parties (1) Fiabilité, (2) Dossier criminel, (3) Crédit, (4) tout autre formulaire d'enquête de sécurité que le **Musée** peut raisonnablement exiger.
- 28.4 L'**Entrepreneur** doit faire en sorte que seul le personnel autorisé au terme d'une enquête de sécurité soit présent sur le chantier, conformément aux critères établis par le **Musée**.

29 HARCÈLEMENT EN MILIEU DE TRAVAIL

- 29.1 L'**Entrepreneur** reconnaît la responsabilité du **Musée** d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. En ce sens, l'**Entrepreneur** doit collaborer avec le **Musée**.
- 29.2 L'**Entrepreneur** ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés, de ses sous-experts-conseils ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le **Musée** ou travaillant sous contrat pour celui-ci.
- 29.3 L'**Entrepreneur** sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'**Entrepreneur**, l'**Autorité contractante** déterminera seule le bien-fondé de la plainte et décidera de toute mesure à prendre.

30 SANTÉ ET SÉCURITÉ ET PARTICULARITÉ DE LA COVID

- 30.1 L'**Entrepreneur** doit assurer un milieu de travail sain et sécuritaire et se conformer aux lois en matière de santé et de sécurité pertinentes. L'**Entrepreneur** doit fournir à tous ses employés des renseignements et des directives adéquats sur les préoccupations en matière de santé et de sécurité. L'**Entrepreneur** doit permettre à ses employés d'assumer leurs responsabilités en vue d'assurer un milieu de travail sain et sécuritaire.
- 30.2 Particularité de la COVID : L'**Entrepreneur** doit s'assurer
1. d'appliquer les mesures d'hygiène de base de la Direction générale de la santé publique ;
 2. de faire la vérification de l'état de santé des travailleurs avant leur arrivée sur les lieux ;
 3. de planifier les **Travaux** pour respecter la distanciation physique pour la période applicable ;
 4. d'utiliser les équipements de protection individuelle spécifique pour la COVID tel qu'applicable ; et
 5. de suivre les politiques, directives et/ou les protocoles du **Musée**.

31 CONFLITS DE TRAVAIL SUR LE CHANTIER

- 31.1 L'**Entrepreneur** doit tout tenter pour empêcher les grèves, les lockouts, le piquetage, le boycottage et autre conflit de travail à l'intérieur du chantier, ainsi que toute action perturbatrice pouvant nuire au **Musée**, à ses sociétés affiliées, à ses services ou à l'édifice.
- 31.2 En cas de grève ou de lockout du personnel de l'**Entrepreneur** qui l'empêche de rendre la totalité ou une partie des services, il doit, avec l'autorisation du **Musée**, prendre les mesures nécessaires pour assurer la prestation des services d'une façon qui nuit le moins possible aux activités courantes du **Musée**, de ses sociétés affiliées et des autres occupants de l'édifice. Le **Musée** pourra prendre des dispositions afin de maintenir la propreté de l'édifice et fournir les autres services prévus à la **Lettre d'Accord** et, à cet égard, utiliser au besoin le matériel d'entretien que l'**Entrepreneur** a laissé dans

l'édifice.

- 31.3 Si, pour des raisons de grève ou autre, l'**Entrepreneur** ne s'acquitte pas de ses obligations aux termes de la **Lettre d'Accord** dans les vingt-quatre (24) heures suivant la signification par écrit d'un manquement, le **Musée** pourra résilier la **Lettre d'Accord**, sans autre préavis et retenir les services d'un autre entrepreneur pour exécuter la **Lettre d'Accord**, ainsi que prendre toute autre mesure destinée à garantir l'exécution des **Travaux** de façon rapide et efficace.

32 ALCOOL ET DROGUES

- 32.1 L'**Entrepreneur** doit s'assurer que ses employés, tous ses sous-traitants et leur personnel sont tenus de se présenter au travail sans être sous l'**Influence de l'alcool ou de drogues**, notamment les **Produits du cannabis**, et le restent tout au long de leur journée de travail, afin de pouvoir s'acquitter de leurs fonctions d'une manière sécuritaire et satisfaisante.

- 32.2 L'**Entrepreneur**, son chef de chantier et/ou son superviseur doivent respecter et s'assurer que tout leur personnel, leurs sous-traitants et le personnel de leurs sous-traitants respectent la politique suivante en vigueur au **Musée** :

1. Afin d'assurer la sûreté et la sécurité de toutes les personnes, la consommation d'alcool et de drogues, notamment les **Produits du cannabis**, est strictement interdite dans tous les **Locaux du Musée**.
2. Tout employé se présentant au travail incertain quant à ses facultés, soit qu'il soupçonne pouvoir être sous l'**Influence de l'alcool ou de drogues**, notamment les **Produits du cannabis** et/ou les **Médicaments sur ordonnance**, doit en aviser son superviseur. L'**Entrepreneur** doit relever cet employé de ses fonctions et la confidentialité sera respectée et maintenue dans la mesure du possible.
3. Tout employé qui soupçonne qu'un collègue travaille sous l'**Influence de l'alcool ou de drogues**, de **Produits du cannabis**, de **Médicaments sur ordonnance** ou de **Drogues illégales** doit immédiatement en aviser son superviseur. Toutes les mesures seront prises pour assurer la confidentialité de ces rapports.
4. Il est strictement interdit à tout employé de trafiquer, de fournir, de produire, de vendre, d'échanger, de fabriquer, de distribuer ou de mettre en vente de l'alcool, des drogues, notamment des **Produits du cannabis**, ou de faire usage de **Drogues illégales** ou de faire usage abusif de drogues comme les **Médicaments sur ordonnance** dans les **Locaux du Musée** à tout moment.
5. Lorsqu'un employé croit avoir ou peut avoir une dépendance à l'alcool ou à la drogue qui interfère ou pourrait nuire à sa capacité de travailler en toute sécurité et de manière productive, et de se conformer à toutes les politiques du **Musée**, il doit en informer immédiatement son superviseur.
6. Le personnel ne respectant pas ces règles sera escorté aux frais de l'**Entrepreneur** en dehors des **Locaux du Musée**.

Une violation de l'article 32 entraînera des conséquences pouvant aller jusqu'à la résiliation de la **Lettre d'Accord**.

33 MILIEU DE TRAVAIL SANS FUMÉE

- 33.1 L'**Entrepreneur**, son chef de chantier et/ou son superviseur doivent respecter et s'assurer que tout leur personnel, leurs sous-traitants et le personnel de leurs sous-traitants respectent la politique suivante en vigueur au **Musée**:

1. Il est interdit de **Fumer** dans les **Espaces intérieurs et extérieurs** appartenant au **Musée** (voir plan à l'Annexe 1).
2. Cette politique couvre l'utilisation de tout produit se fumant, y compris les cigarettes électroniques, les cigares, le tabac et ses dérivés ainsi que le cannabis et ses dérivés ou tout autre produit fumable. Elle vise à rendre l'environnement de travail du **Musée** plus sain. Elle s'appliquera à toutes les personnes qui y travaillent ou qui les visitent.

3. Le personnel ne respectant pas ces règles sera escorté aux frais de l'**Entrepreneur** en dehors des **locaux du Musée**.

Une violation de l'article 33 entraînera des conséquences pouvant aller jusqu'à la résiliation du **Lettre d'Accord**.

Définitions relatives aux clauses 32 et 33:

Médicaments sur ordonnance : désigne un médicament, un stupéfiant ou une substance qui a été dûment autorisé par un professionnel de la santé accrédité et autorisé par la loi d'une province à exercer la médecine et/ou à dispenser ces médicaments.

Drogues illégales : drogues et autres substances interdites ou restreintes en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances ou de son règlement d'application, tel que modifié de temps à autre, et en vertu de toute autre loi et de tout autre règlement connexes.

Il s'agit également de **médicaments sur ordonnance** dont l'utilisation ou la possession n'a pas été dûment autorisée par un professionnel de la santé autorisé par la loi d'une province à exercer la médecine et à dispenser ces médicaments.

Produits du cannabis : désigne le cannabis sous quelque forme que ce soit, notamment ses préparations et ses dérivés, que son usage ou sa possession ait été dûment autorisé ou non par un professionnel de la santé autorisé par la loi d'une province à pratiquer la médecine et/ou à distribuer ces produits.

Influence de l'alcool ou de drogues : les symptômes d'influence peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, une altération des capacités mentales, des troubles de l'élocution, des difficultés à maintenir l'équilibre, un mauvais comportement et des changements de personnalité, des étourdissements, des troubles moteurs, une augmentation du volume de la voix, un comportement exagéré, une rougeur des yeux, une somnolence et toute autre anomalie comportementale.

Locaux du Musée : bâtiments du Musée canadien de l'histoire (MCH) et du Musée canadien de la guerre (MCG), incluant, mais sans s'y limiter tous les espaces du complexe MCH et du MCG, notamment les bureaux, les aires de réception, les halls, les corridors, les couloirs, les cages d'escalier, les salles de toilettes, les aires de stationnement intérieures, les cafétérias, les salles à manger, les salons, les véhicules institutionnels et toutes les zones ouvertes au public des sites des Musées.

Bâtiments du CMH et du MCG : comprend le complexe du Parc Laurier, à Gatineau, et le complexe du Musée canadien de la guerre, à Ottawa.

Espaces intérieurs : tous les espaces à l'intérieur du complexe MCH et du MCG, notamment les bureaux, les aires de réception, les halls, les corridors, les couloirs, les cages d'escalier, les salles de toilettes, les aires de stationnement intérieures, les cafétérias, les salles à manger, les salons et les véhicules institutionnels.

Espaces extérieurs : tous les endroits ouverts appartenant ou loués par les MCH et MCG, incluant les stationnements extérieurs.

Personnes : les personnes qui travaillent et visitent les lieux, notamment les employés, les stagiaires, les bénévoles, les étudiants, les associés en recherche, les boursiers, les chercheurs invités ou résidents, et les visiteurs.

Fumer : le fait de tenir ou d'avoir le contrôle d'un produit allumé ou d'un dispositif, y compris les dispositifs sans fumée, contenant un produit allumé.

34 COLLABORATION AVEC D'AUTRES EXPERTS-CONSEILS ET ENTREPRENEURS

- 34.1 Le **Musée** se réserve le droit de conclure des **Lettres d'Accord** distinctes avec d'autres entrepreneurs dans le cadre du projet en cours, aux fins de la réalisation d'un ouvrage qui peut constituer une partie du projet de l'**Entrepreneur** ou d'un projet du personnel du **Musée**.
- 34.2 Si d'autres personnes doivent être dépêchées sur le chantier, l'**Entrepreneur** doit, conformément aux directives du **Musée**, leur donner accès au chantier et collaborer avec eux à l'exécution de leurs devoirs

et obligations. Le **Musée** s'engage à tout mettre en œuvre pour éviter les conflits de travail et autres formes de différends à l'égard du projet découlant des travaux d'autres entrepreneurs collaborant au même projet.

34.3 Quand des **Lettres d'Accord** distincts sont conclues pour différentes parties d'un projet, ou si une partie des **Travaux** est confiée au personnel du **Musée**, le **Musée** doit :

- .1 assurer la coordination du travail accompli par son personnel et celui qui est accompli en application des contrats distincts ou de la présente **Lettre d'Accord**;
- .2 veiller à ce que soient souscrites les protections d'assurance, aux mêmes conditions, prévues à la clause No. 20 ou dans les conditions générales subséquentes qui peuvent modifier la clause en vigueur selon l'état des **Travaux** décrits dans la **Lettre d'Accord** conclu avec l'**Entrepreneur**.

34.4 L'**Entrepreneur** peut être tenu de coordonner son propre travail avec celui d'autres experts-conseils ou entrepreneurs engagés par le **Musée** ou celui des employés du **Musée**. Par ailleurs, il est possible que des liens soient établis entre les **Travaux** effectués par l'**Entrepreneur** et des travaux subséquents tels qu'il est énoncé dans la **Lettre d'Accord**. Si des modifications doivent être apportées à la portée de l'ouvrage aux fins de la planification et de l'exécution de la coordination et de la mise en lien, l'**Entrepreneur** devra obtenir une autorisation à cet effet auprès de l'**Autorité contractante**.

34.5 L'**Entrepreneur** doit rendre compte par écrit des déficiences relevées dans les travaux des autres experts-conseils ou entrepreneurs à l'**Autorité responsable du projet** du **Musée** et, selon le cas, aux experts-conseils ou aux entrepreneurs. Le défaut par l'**Entrepreneur** de signaler les déficiences aura pour effet d'annuler toute réclamation au **Musée** à l'égard de déficiences dans les travaux d'autres experts-conseils ou entrepreneurs, sauf si l'**Entrepreneur** ne pouvait raisonnablement en avoir connaissance.

35 OBLIGATIONS SOLIDAIRE ET INDIVISIBLE

35.1 Si deux entrepreneurs ou plus sont liés au **Musée** au titre des conditions de la **Lettre d'Accord**, leurs obligations sont solidaires et indivisibles.

35.2 Si un seul entrepreneur est lié au **Musée** au titre des conditions de la **Lettre d'Accord**, ses obligations sont indivisibles.

36 COMPTES

36.1 L'**Entrepreneur** doit :

1. tenir des comptes et des registres des coûts engagés pour exécuter la **Lettre d'Accord**;
2. conserver pendant six (6) ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle la **Lettre d'Accord** a été résilié ou mené à terme les documents attestant des coûts (comptes, registres des coûts et autres documents), à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du **Musée** de disposer de ces comptes;
3. remettre sur demande au **Musée** les documents énoncés en 36.1.2 et autoriser le **Musée** à les examiner, les vérifier et à en tirer des copies et des extraits.

37 FACTURATION

37.1 Le **Musée** ne versera aucun montant payable prévu à la **Lettre d'Accord** tant que l'**Entrepreneur** ne lui aura pas soumis de facture conformément au calendrier des paiements. Toutes les factures doivent comporter bien en vue le numéro de la **Lettre d'Accord** et être soumises par écrit au **Musée**, à l'adresse suivante :

Musée canadien de l'histoire
Comptes créditeurs
100, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0M8
payables@museedelhistoire.ca

37.2 L'**Entrepreneur** doit soumettre une facture, à son nom, pour chaque livraison ou expédition; les factures doivent s'appliquer uniquement à la **Lettre d'Accord**. Chaque facture doit indiquer si elle couvre la livraison partielle ou définitive en plus d'afficher les éléments suivants :

- .1 les renseignements sur les dépenses (nom de l'article, quantité, unité de distribution, prix unitaire, taux horaires, nombre d'heures, sous-traitances, majoration de prix, le cas échéant), conformément aux modalités de paiement, à l'exclusion des taxes applicables;
- .2 les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
- .3 le report des totaux, s'il y a lieu; et
- .4 s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.

Les taxes applicables seront indiquées sur des lignes séparées sur chaque facture. L'**Entrepreneur** doit apposer sur chacune de ses factures ses numéros d'inscription aux fins des taxes applicables.

37.3 Honoraires

- .1 Le **Musée** versera à l'**Entrepreneur**, en contrepartie des services, un montant calculé en conformité avec les dispositions de la **Lettre d'Accord**.
- .2 Seuls les honoraires de l'**Entrepreneur** pour des services demandés par le **Musée** sont payables. Le paiement d'honoraires portant sur l'exécution de services ou d'une partie de ceux-ci ne constitue pas une renonciation par le **Musée** à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou des dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l'**Entrepreneur**.
- .3 Le montant maximum payé en vertu de la **Lettre d'Accord**, y compris les honoraires et débours, ne peut dépasser la somme mentionnée dans la **Lettre d'Accord** sans l'autorisation préalable écrite de l'**Autorité contractante**.

37.4 Fixation des honoraires à verser pour les services

- .1 Les honoraires à verser à l'**Entrepreneur** pour les services décrits dans la **Lettre d'Accord** doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes décrites dans la **Lettre d'Accord** :
 - a. Honoraires fixes – Les honoraires fixes peuvent être sous forme d'un prix forfaitaire ou d'un montant établi en fonction des prix unitaires fixes multipliés par un certain nombre d'unités de produits à livrer selon le montant précisé dans la **Lettre d'Accord**.
 - b. Honoraires fondés sur le temps – Les honoraires fondés sur le temps peuvent être sous forme d'honoraires de départ maximums ou d'honoraires budgétisés.
 - i. Les honoraires de départ maximums s'appliquent lorsque l'**Entrepreneur** est tenu d'exécuter les services tout en respectant ces honoraires, sauf si des changements sont apportés à la portée des travaux, augmentant ainsi le niveau d'effort requis.
 - ii. Les honoraires budgétisés s'appliquent lorsque la portée des travaux n'est pas bien définie et que le **Musée** souhaite disposer d'une enveloppe budgétaire.
- .2 L'**Entrepreneur** doit rémunérer son personnel selon les taux horaires prévus dans la proposition de prix de l'**Entrepreneur**. Ces taux doivent comprendre les coûts salariaux, le coût salarial indirect, les profits, les frais généraux administratifs, les débours, les frais de déplacement et tous les frais de coordination des sous-experts-conseils ou des sous-traitants.
- .3 Seuls ces tarifs seront payables à l'**Entrepreneur** et devront s'appliquer à toutes les phases de la **Lettre d'Accord**.

37.5 À la demande du **Musée**, l'**Entrepreneur** doit fournir une déclaration solennelle attestant qu'il a versé les montants demandés par les sous-experts-conseils ou les sous-traitants.

37.6 Les factures soumises au **Musée** seront réglées à la plus tardive des deux dates ci-dessous :

- .1 dans les trente (30) jours suivant la date d'achèvement des **Travaux** aux termes de la **Lettre**

d'Accord;

- .2 dans les trente (30) jours qui suivront la date de réception de la facture et des pièces justificatives aux termes de la **Lettre d'Accord**.

Remarque : La période de paiement peut être ajustée en fonction des escomptes proposés par l'**Entrepreneur**.

- 37.7 Le **Musée** dispose de trente (30) jours pour signaler son insatisfaction à l'**Entrepreneur** quant au contenu de la facture ou d'une pièce justificative. L'**Entrepreneur** doit alors fournir des explications aussitôt que possible après avoir été informé de l'insatisfaction du **Musée**. Le **Musée** peut retenir le paiement jusqu'à ce qu'il ait reçu une explication satisfaisante de l'**Entrepreneur**.

38 TAXES

- 38.1 Les montants payables aux termes de la **Lettre d'Accord** ne comprennent pas les taxes de vente provinciales, ni la taxe sur les produits et services applicables, ni aucune autre taxe applicable aux **Travaux** à exécuter.

- 38.2 Les taxes applicables seront payées par le **Musée**, conformément à la section Facturation. Il appartient uniquement à l'**Entrepreneur** de facturer les taxes applicables au taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'**Entrepreneur** consent à verser aux autorités fiscales appropriées tous les montants des taxes applicables qui ont déjà été perçus ou qui sont exigibles.

- 38.3 L'**Entrepreneur** n'a pas le droit de bénéficier des exonérations fiscales du **Musée** en ce qui concerne toute taxe, y compris les taxes de vente provinciales, sauf disposition contraire prévue par la loi. L'**Entrepreneur** doit payer les taxes de vente provinciales, les taxes accessoires et toute taxe de consommation en vigueur sur les biens et services taxables utilisés ou consommés dans l'exécution de la **Lettre d'Accord** (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

- 38.4 Retenue fiscale de 15 % – Agence du revenu du Canada

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 1985, ch. 1 (5^e suppl.) et du *Règlement de l'impôt sur le revenu*, le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'**Entrepreneur** pour des services rendus au Canada si l'**Entrepreneur** est non-résident, à moins que ce dernier obtienne une dérogation valide auprès de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'**Entrepreneur** pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

39 DROIT DE COMPENSATION

- 39.1 Sans restreindre tout droit de compensation accordée par la loi, le **Musée** peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'**Entrepreneur** en vertu de la **Lettre d'Accord**, tout montant payable au **Musée** par l'**Entrepreneur** en vertu de la **Lettre d'Accord** ou de tout autre **Lettre d'Accord** en cours. Le **Musée** peut, en effectuant un paiement en vertu de la **Lettre d'Accord**, déduire du montant payable à l'**Entrepreneur** tout montant qui est ainsi payable au **Musée**, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le **Musée**.

40 FACULTÉ DE RÉSILIATION DU MUSÉE

- 40.1 Le **Musée** se réserve le droit, en tout temps et moyennant avis de deux (2) jours ouvrables à l'**Entrepreneur**, de résilier ou de suspendre la **Lettre d'Accord** pour ce qui est de la totalité ou d'une partie des **Travaux** non achevée.

- 40.2 Si l'**Entrepreneur** n'a d'aucune façon violé la **Lettre d'Accord**, le **Musée** réglera tous les **Travaux** exécutés à sa satisfaction durant la période précédant la remise de l'avis de résiliation, selon les dispositions de la **Lettre d'Accord**. Si aucune disposition de la **Lettre d'Accord** ne régit les coûts engagés par l'**Entrepreneur**, le **Musée** le défraiera selon ce qu'il juge approprié.

- 40.3 Le règlement et le remboursement aux termes de la **Lettre d'Accord** seront effectués uniquement si le **Musée** est convaincu que l'**Entrepreneur** a réellement engagé les coûts et les dépenses imputés, qu'ils

sont justes et raisonnables et qu'ils sont à juste titre attribuables à la résiliation ou à la suspension de la totalité ou d'une partie de la **Lettre d'Accord**.

- 40.4 L'**Entrepreneur** ne peut prétendre à des dommages-intérêts, à une indemnité, à une compensation pour perte de profit, à une allocation ou à nul autre dédommagement en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis signifié par le **Musée** en vertu des dispositions du présent article, sauf dans les cas prévus expressément à la **Lettre d'Accord**.

41 MODIFICATIONS AUX DESSINS OU AUX SPÉCIFICATIONS PAR LE MUSÉE

- 41.1 Le **Musée** se réserve le droit d'exiger des modifications aux dessins et devis quand il le juge approprié et, à moins d'objection déraisonnable à cet égard, tous les dessins classifiés fournis ou les **Travaux** exécutés subséquentement par l'**Entrepreneur** ou un sous-expert-conseil ou sous-traitant subséquent doivent être modifiés en conséquence, et les prix ainsi que les délais de livraison seront ajustés selon ce qui est convenu entre les **Parties**. Cependant, l'**Entrepreneur**, un fournisseur, un sous-Entrepreneur ou un sous-traitant subséquent ne pourra demander d'ajustement de prix pour des produits fabriqués à des fins commerciales.

42 SUSPENSION DES TRAVAUX ET MODIFICATION DES SPÉCIFICATIONS PAR LE MUSÉE

- 42.1 Le **Musée** peut en tout temps et à l'occasion ordonner la suspension de l'ensemble ou d'une partie des **Travaux** décrits dans la **Lettre d'Accord** et apporter des modifications, des changements ou des ajouts aux spécifications, modifier les méthodes d'expédition et d'emballage ainsi que changer la date ou le lieu de la livraison. L'**Entrepreneur** doit se conformer immédiatement à toutes les directives du **Musée** à cet égard. Si la suspension, les modifications, les changements ou ajouts aux **Travaux** ont pour effet d'augmenter ou de diminuer les coûts afférents, le prix de la **Lettre d'Accord** sera rajusté en conséquence, mais l'**Entrepreneur** ne sera toutefois en aucune façon dédommagé pour les manques à gagner envisagés; les écarts négligeables dans les coûts ne seront pas pris en compte.

43 SIGNATURE DU DOCUMENT

- 43.1 Un exemplaire télécopié, numérisé ou électronique de la **Lettre d'Accord** et des documents connexes liera les **Parties**.

44 EXEMPLAIRES

- 44.1 La **Lettre d'Accord** peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun des exemplaires signés aura force obligatoire pour les **Parties**, même si les **Parties** ont signé des exemplaires différents.

45 INTÉGRALITÉ DE LA LETTRE D'ACCORD

- 45.1 Les présentes constituent l'intégralité de la **Lettre d'Accord** conclu entre les **Parties** et remplace les ébauches, les conventions, les arrangements, les ententes, les négociations et les discussions antérieurs survenus verbalement ou par écrit entre lesdites **Parties** relativement au même objet. En signant la **Lettre d'Accord**, chaque **Partie** reconnaît qu'elle ne dispose d'aucun recours relativement à toute déclaration ou garantie (involontaire ou par négligence) non prévue aux présentes. Aucune des **Parties** ne peut faire de réclamation au titre d'une déclaration inexacte faite par négligence ou d'une assertion inexacte faite de bonne foi concernant l'une des dispositions de la **Lettre d'Accord**. Rien dans la présente clause ne limite ni n'exclut la responsabilité en cas de fraude.

46 DIVISIBILITÉ

- 46.1 Si un article, un paragraphe, un terme ou toute autre partie de la **Lettre d'Accord** est déclaré illégal, invalide ou inexécutoire, il sera radié et considéré comme ne faisant plus partie des présentes. L'invalidité de toute disposition aux présentes ne portera aucunement atteinte aux autres dispositions.

47 LANGUE DE LA LETTRE D'ACCORD

- 47.1 La **Lettre d'Accord** sera rédigée en français ou en anglais, selon la préférence des **Parties** aux présentes.

48 LANGUES OFFICIELLES

48.1 Si, pour exécuter les **Travaux**, l'**Entrepreneur** doit fournir des services et transmettre des communications au public dans un endroit où la demande justifie la prestation des services dans les deux langues officielles, soit l'anglais et le français, l'**Entrepreneur** doit se conformer à la Loi sur les langues officielles.

49 POUVOIRS DU MUSÉE

49.1 Le **Musée** est l'agent de Sa Majesté la Reine du chef du Canada à toutes les fins de la **Lettre d'Accord**. Aucune disposition ou absence de disposition dans la **Lettre d'Accord** ne peut restreindre les droits ou les pouvoirs conférés à Sa Majesté ou au **Musée** par une loi du Parlement du Canada ou autrement. Les droits et les pouvoirs conférés par la **Lettre d'Accord** ou autrement au **Musée** sont cumulatifs et non limitatifs.

50 DÉFAUT D'EXÉCUTION – RENONCIATION

50.1 Le défaut du **Musée** d'exercer ou de faire exécuter un droit que lui confèrent la **Lettre d'Accord** ne peut être assimilé à une renonciation à ce droit ni empêcher l'exercice ou la protection de ce droit à aucun moment par la suite, sauf si cette renonciation est confirmée par écrit spécifique émanant de l'**Autorité contractante**.

51 MODIFICATIONS

51.1 Pour être valides, les modifications à la **Lettre d'Accord** doivent être effectuées par écrit et signées par les deux **Parties**.

52 AVIS

52.1 Aux fins de la **Lettre d'Accord**, les **Parties** doivent transmettre par écrit leurs avis, leurs demandes, leurs instructions ou toute autre forme de communication s'adressant à l'autre **Partie**, sauf en cas de disposition contraire, et les remettre en personne, par courrier recommandé ou par voie électronique à la **Partie** qui en est le destinataire, à l'adresse donnée ci-dessous. Les avis, les demandes, les instructions ou autres formes de communication transmis par courrier recommandé seront réputés avoir été reçus au moment où le destinataire accusera réception de l'envoi postal. S'ils sont transmis en personne ou par voie électronique, ils seront réputés avoir été reçus à la date de la livraison ou de la transmission. Les **Parties** peuvent modifier leur adresse par avis, conformément à la présente disposition.

À l'**Entrepreneur** : Selon ce qui est stipulé à la **Lettre d'Accord**.

Au **Musée** :

À l' Autorité responsable du projet pour les questions liées aux Travaux , selon les dispositions de la Lettre d'Accord .	À l' Autorité contractante pour les questions d'un autre ordre, selon les modalités de la Lettre d'Accord .
--	---

53 LOI APPLICABLE

53.1 Sauf disposition contraire, la **Lettre d'Accord** est régie par les lois en vigueur sur le territoire où les **Travaux** sont exécutés et interprétée en vertu de celles-ci.

54 DISTRICT JUDICIAIRE

54.1 En cas de litige, le district judiciaire compétent est celui où les **Travaux** sont exécutés ou devaient être exécutés.

55 LITIGES

55.1 Toute réclamation faite par l'**Entrepreneur** au **Musée** en ce qui a trait à la **Lettre d'Accord** doit être

signifiée par écrit à l'**Autorité contractante** dans les trente (30) jours suivant l'événement à l'origine de la réclamation. L'**Autorité contractante** rendra sa décision par écrit dans un délai raisonnable, suivant les règles du **Musée** en vigueur et compte tenu de facteurs tels que l'ampleur et la complexité de la réclamation ainsi que la pertinence de l'information et des pièces à l'appui fournies par l'**Entrepreneur** à l'égard de cette réclamation. Il n'est pas nécessaire d'appuyer la réclamation sur des constatations de faits précises, mais si de telles constatations sont avancées, elles n'auront pas pouvoir d'engager le **Musée** en cas d'un éventuel procès.

- 55.2 La décision de l'**Autorité contractante** à l'égard de la réclamation est irrévocable, mais elle peut faire l'objet d'une révision par un tribunal compétent. Dans l'attente d'une décision d'un tel tribunal, le **Musée** peut exiger, malgré la réclamation en instance, que l'**Entrepreneur** poursuive diligemment l'exécution de l'ouvrage aux termes de la **Lettre d'Accord** et conformément à la décision de l'**Autorité contractante**.
- 55.3 Nonobstant les autres dispositions du présent article, l'**Entrepreneur** et le **Musée** peuvent convenir mutuellement de régler la réclamation de l'**Entrepreneur** par un mode non conventionnel de résolution des différends.

56 ENTENTE D'INTÉGRITÉ DU MUSÉE

- 56.1 Pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence, en acceptant une **Lettre d'Accord**, l'**Entrepreneur** confirme qu'il est admissible pour faire des affaires avec le **Musée** et certifie qu'il n'a été reconnu coupables pour aucune des raisons suivantes devant une cour fédérale ou provinciale:
1. Tout genre de fraude en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques, que ce soit au niveau fédéral ou provincial;
 2. Tout genre de fraude, corruption, parjure, extorsion ou falsification à l'égard d'un gouvernement en vertu du Code criminel du Canada;
 3. La participation à des activités d'organisations criminelles et/ou le blanchiment d'argent;
 4. La corruption, la collusion, le truquage des offres, ainsi que toute autre activité anticoncurrentielle en vertu de la Loi sur la concurrence;
 5. Évasion fiscale touchant l'impôt sur le revenu ou la taxe d'accise, que ce soit au niveau fédéral ou provincial;
 6. Corruption d'un fonctionnaire public étranger;
 7. Infractions en rapport avec le trafic de stupéfiants; et
 8. Versement d'honoraires conditionnels à un individu régi par la Loi sur le lobbying.
- 56.2 Le **Musée** déclarera un **Entrepreneur** non-conforme si l'information qu'on demande aux présentes est manquante ou imprécise ou si le **Musée** constate que l'information contenue dans les certifications énoncées ci-dessus est trouvée fautive, à quelque niveau que ce soit.
- 56.3 Le **Musée** aura le droit de résilier la **Lettre d'Accord** pour défaut dans les cas suivants :
1. Si on détermine, après l'adjudication de la **Lettre d'Accord**, que l'**Entrepreneur** a présenté une fautive déclaration; ou
 2. Si, pendant la durée de la **Lettre d'Accord**, l'**Entrepreneur** est reconnu coupable d'un des gestes énoncés ci-dessus. Dans un tel cas, l'**Entrepreneur** devra divulguer rapidement le fait concerné.
- 56.4 En acceptant une **Lettre d'Accord**, l'**Entrepreneur** accepte cette clause et affirme solennellement que tous les individus qui contrôlent directement ou indirectement la société, la corporation ou l'entreprise individuelle, incluant ses organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères et filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus, et administrateurs, peuvent se voir accorder une **Lettre d'Accord** par le **Musée**, et que ces individus peuvent obtenir toutes les certifications énoncées ci-dessus.

57 CONVENTION DE NON-DIVULGATION

- 57.1 LA PRÉSENTE CONVENTION DE NON-DIVULGATION (ci-après la convention) est conclue entre le

Musée canadien de l'histoire, sise au 100, rue Laurier, Gatineau (Québec) (ci-après le **Musée**) et chaque **Entrepreneur** (ci-après la société) acceptant une **Lettre d'Accord**.

57.2 ATTENDU QUE le **Musée** et la société consentent à se divulguer mutuellement de l'information de nature confidentielle ou exclusive (ci-après l'information confidentielle) en vue de la réalisation du projet (ci-après le projet) ;

EN CONSÉQUENCE, en considération des conditions et promesses exposées ci-dessous et de toute autre considération ou clause valable, les **Parties** aux présentes conviennent de ce qui suit:

1. Chacune des Parties consent à divulguer (dans le cas de la Partie source) à l'autre Partie (la Partie destinataire) l'information confidentielle qu'elle juge nécessaire et appropriée dans les circonstances aux fins du projet. Toute information confidentielle ainsi divulguée sous forme écrite, imprimée ou sur tout autre support physique doit être marquée par la Partie source du vocable «CONFIDENTIEL» de façon bien lisible et bien en vue, ou porter un timbre ou une légende indiquant clairement la nature confidentielle ou exclusive du contenu. Par ailleurs, si l'information confidentielle est divulguée à l'oral ou sur support visuel au titre des présentes, la Partie source doit informer la Partie destinataire de sa nature confidentielle au moment de la divulgation, et le lui confirmer par écrit dans les quinze jours qui suivront.

La Partie destinataire convient de conserver l'information confidentielle divulguée par l'autre Partie sous le sceau de la confidentialité pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de la réception au titre des présentes, et de la protéger contre les risques de divulgation ou de publication fortuite avec le même soin qu'elle appliquerait à ses propres renseignements confidentiels de même nature, mais pas moins raisonnable. La Partie destinataire convient de ne jamais communiquer ni divulguer l'information confidentielle reçue à d'autres personnes que les membres de son personnel qui en ont impérativement besoin et qui collaborent directement au projet, en prenant soin d'obtenir leur consentement préalable de respecter les modalités et les conditions imparties par les présentes à la Partie destinataire à cet égard.

2. La Partie destinataire convient en outre d'utiliser l'information confidentielle que lui a divulguée la Partie source au titre des présentes à d'autres fins que le projet pendant la période stipulée au paragraphe premier ci-dessus à compter de la réception seulement si elle a obtenu le consentement écrit préalable de la Partie source à cet égard.
3. Toute information confidentielle divulguée aux termes des présentes, ainsi que les documents y afférents, demeurent la propriété exclusive de la Partie source et devront lui être promptement retournés par la Partie destinataire, de même que toutes les copies desdits documents, dès réception d'une demande écrite en ce sens de la part de la Partie source, au moment qu'elle juge approprié ou à l'occasion.
4. Les obligations de la Partie destinataire de conserver sous le sceau de la confidentialité toute information confidentielle que lui a divulguée l'autre Partie au titre des présentes et de l'utiliser exclusivement aux fins du projet ne s'appliquent pas si la Partie destinataire peut démontrer :
 - a) qu'elle avait déjà l'information en main avant de la recevoir de l'autre Partie et qu'elle n'était assujettie à aucune obligation de confidentialité, comme l'attestent ses registres antérieurs;
 - b) que l'information a déjà été publiée ou qu'elle était du domaine public sans que la Partie destinataire n'ait manqué à son obligation de ne divulguer aucune information confidentielle appartenant à la Partie source;
 - c) qu'elle a reçu ladite information de façon tout à fait légale d'une autre Partie sans qu'aucune restriction ne lui soit signifiée concernant la divulgation ou l'utilisation, et en toute conformité avec la présente convention;
 - d) que l'information a été mise au point de façon indépendante par son propre personnel, en toute conformité avec la présente convention, sans qu'il ait eu accès à quelque information

confidentielle;

- e) que la Partie source a consenti par écrit à la divulgation ou à toute autre utilisation par la Partie destinataire selon les modalités dudit consentement.
5. Sauf autorisation expresse à l'effet contraire aux présentes, aucune licence d'exploitation d'un secret commercial, d'un brevet, d'une demande de brevet, d'un dessin industriel, d'une marque de commerce, d'un droit d'auteur, d'un circuit intégré, d'un procédé secret, d'une formule, d'un plan, d'un programme logiciel, de données ou de quelque forme d'information confidentielle de valeur ou de savoir-faire n'est consentie de façon explicite ou implicite à la Partie qui reçoit de l'information confidentielle de la part de la Partie source. Si la Partie source doit faire diligence pour fournir à la Partie destinataire l'information précise et suffisante dont elle a besoin pour la bonne marche du projet, la Partie source ne pourra être tenue responsable d'aucune façon pour ce qui est de la précision et du volume de l'information divulguée au titre des présentes.
 6. La présente convention lie les Parties pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de la prise d'effet, sous réserve toutefois de la condition permettant aux Parties de résilier la convention au moment de son choix durant cette période en donnant un préavis écrit à l'autre Partie dans un délai raisonnable. Si ce n'est déjà fait sous le régime du paragraphe 3 ci-dessus, à l'échéance ou à la résiliation de la présente convention, la Partie destinataire doit promptement retourner toute l'information confidentielle et tous les documents y afférents que lui a divulgués l'autre Partie au titre des présentes, ainsi que toutes les copies. Les obligations conférées par les présentes concernant la divulgation et l'utilisation de l'information confidentielle survivront à l'extinction ou à la résiliation de la présente convention, et elles continueront de lier la Partie destinataire, ses successeurs, ses ayants droit dûment autorisés et leurs représentants jusqu'à l'échéance de la période stipulée au paragraphe premier ci-dessus, qui s'étend de la date de réception de ladite information confidentielle ou d'une Partie quelconque de cette information visée par les présentes jusqu'à l'un des événements mentionnés en 4 (b), (c), (d) ou (e) ci-dessus, selon le premier de ces événements.
 7. La présente convention contient la convention intégrale intervenue entre les Parties et remplace les propositions, négociations, déclarations, garanties, modalités et arrangements, garanties connexes ou toute autre convention antérieurs, à l'oral ou à l'écrit, ayant le même objet. Toute modification aux présentes doit être consignée par écrit, comporter une référence directe aux présentes et être signées par les représentants dûment autorisés des deux Parties. L'invalidation de l'une des dispositions des présentes ne porte nullement atteinte aux autres dispositions.
 8. La présente convention ainsi que les droits et obligations octroyés aux Parties ne sont ni cessibles ni transférables, en totalité ou en partie, par l'une des Parties sans le consentement préalable écrit de l'autre.
 9. La présente convention est régie et interprétée par les lois applicables du Canada. Les Parties doivent par ailleurs se conformer aux lois régissant l'importation, l'exportation et la réexportation de toute information confidentielle divulguée au titre des présentes.
 10. Les avis, les demandes et toute autre communication ou information confidentielle concernant la présente convention doivent être adressés comme suit :

Pour le **Musée** : À l'**Autorité contractante**, Musée canadien de l'histoire, 100, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0M8

Pour la société : Au signataire autorisé de l'**Entrepreneur**.

Les avis, demandes ou toute autre forme de communication transmis au titre des présentes seront réputés reçus au moment de la livraison s'ils sont remis en main propre; ils seront réputés reçus le premier jour ouvrable pour le destinataire (autre que le samedi, le dimanche et les congés fériés) s'ils sont transmis par courriel ou par télécopieur; et le dixième jour ouvrable (autre que le samedi, le dimanche ou les congés fériés) pour le destinataire s'ils sont transmis par courrier certifié ou

recommandé, sauf en cas d'interruption du service de courrier dans le pays de résidence de l'une des Parties, auquel cas la communication sera réputée reçue à la date réelle de réception. Les Parties peuvent changer leur adresse aux fins de notification au titre des présentes en donnant un préavis écrit à l'autre Partie [le cas échéant, mentionner le délai de notification].

11. Les Parties conviennent de ne pas utiliser le nom de l'autre Partie à des fins publicitaires ou promotionnelles, et de ne pas divulguer à un tiers ou au public l'existence ou la teneur de la présente convention, sans avoir obtenu le consentement écrit préalable de l'autre Partie.
12. Aucune des Parties n'est tenue, au titre des présentes, de se procurer des biens et Services auprès de l'autre Partie ni de lui en vendre.
13. EN FOI DE QUOI l'**Entrepreneur** a fait en sorte que cet accord soit convenu en acceptant une **Lettre d'Accord** du **Musée**.

Annexe 1

